

15/06/2026

Tefta Kelmendi,
Chercheuse associée, Centre Grande
Europe

BLOG — POST

Le Mouvement Flamingo : pourquoi l'Albanie a besoin d'un nouveau contrat politique



Depuis le 30 mai, des milliers de citoyens albanais sont descendus dans la rue pour protester contre l'accord¹ conclu par le Premier ministre Edi Rama avec la société Affinity Partners de Jared Kushner, portant sur un projet d'investissement de luxe d'une valeur de 1,4 milliard d'euros le long d'une partie de la côte protégée de Vlora, en Albanie. Au cœur de la colère se trouve non seulement le projet lui-même, mais aussi la manière dont la décision² a été prise, sans consultation publique ni politique et avec un manque flagrant de transparence. Le projet était impopulaire depuis son annonce publique en décembre 2024, suscitant les critiques³ de la part des citoyens et des militants écologistes, mais les manifestations n'ont pris de l'ampleur que la semaine dernière, lorsque les préparatifs de construction ont commencé dans la région de Vlora. Depuis lors, le mouvement s'est amplifié à Tirana et à Vlora, tandis que la diaspora albanaise et ses sympathisants se rassemblent également dans les capitales européennes⁴ pour soutenir les manifestants et leurs revendications.

Les messages sont clairs : « Mon pays n'est pas à vendre », « Ivanka, ne touche pas à Narta », tandis que les flamants roses sont devenus le symbole visuel des manifestations. Ce choix de symbole n'est pas fortuit.

La lagune de Narta, située dans la partie inférieure de la rivière Vjosa où l'un des sites d'investissement est prévu, est une zone naturelle protégée composée de marais salants, de zones humides et de dunes de sable, vitale pour la biodiversité côtière de l'Albanie et pour les oiseaux migrateurs tels que les flamants roses et les pélicans. La partie principale de l'accord concerne toutefois le développement d'un complexe touristique de luxe sur l'île de Sazan, une ancienne zone militaire fermée au public depuis des décennies. Mais il s'agit également de la plus grande île d'Albanie, stratégiquement située à l'entrée de la baie de Vlora, dans le sud de la mer Adriatique, et faisant partie du parc marin national du pays⁵.

Derrière les symboles des flamants roses, les manifestations révèlent un malaise plus profond au sein de la société albanaise. Des pancartes sur lesquelles on peut lire « Edi en prison, Berisha en prison » et « Il est temps de changer » montrent que les manifestants profitent de ce moment pour exprimer une frustration plus profonde à l'égard des élites politiques du pays. Depuis le début des années 90, la politique albanaise est dominée par deux grands partis : le Parti socialiste dirigé par Edi Rama, au pouvoir depuis 2013, et le Parti démocratique dirigé par Sali Berisha, ancien Premier ministre (2005-2013) et président (1992-1997). Au fil du temps, cette domination bipartite a engendré un environnement politique extrêmement toxique et polarisé⁶, laissant peu de place à l'émergence de forces alternatives crédibles. La principale opposition albanaise est non seulement faible, mais ses dirigeants sont également accablés par de graves allégations de corruption, des sanctions internationales et une profonde perte de confiance de la part du public. En conséquence, les élections successives ont souvent donné l'impression d'être moins un choix entre des programmes démocratiques concurrents qu'un choix entre des options compromises. Ce manque de perspective peut expliquer en partie le déclin démographique de l'Albanie, qui est passée de 2,82 millions d'habitants en 2011 à 2,4 millions lors du dernier recensement de 2023⁷.

Ces manifestations offrent donc aux citoyens un espace pour exprimer une lassitude plus générale à l'égard tant du parti au pouvoir que de l'opposition. Elles reflètent la colère envers des élites politiques considérées comme ayant abusé le pouvoir et les institutions, pris le contrôle d'une partie du paysage médiatique⁸ et instrumentalisé la loi à des fins partisans⁹.

Pendant un certain temps, le style de gouvernance autoritaire de Rama a semblé à beaucoup être le prix à payer pour faire avancer des processus difficiles mais importants, notamment le parcours de l'Albanie vers l'adhésion à l'UE et les réformes nécessaires pour le soutenir. Mais au fil du temps, ce style personnel a également été associé à une concentration du pouvoir et de la prise de décision, souvent au détriment des procédures démocratiques telles que le dialogue parlementaire ou la consultation de la société civile. La réaction de Rama face aux dernières manifestations était révélatrice : « Il n'y a aucune chance que le projet s'arrête tant que je serai là¹⁰ », a-t-il déclaré dans un communiqué qui reflétait l'arrogance avec laquelle il s'est souvent adressé tant au public qu'à l'opposition.

Ce n'est pas la première fois que Rama va de l'avant face à la résistance citoyenne. En 2020, son gouvernement a procédé à la démolition du Théâtre national de Tirana malgré la forte opposition des artistes, des militants et d'une partie de la population¹¹. Plus récemment, le scandale de corruption impliquant son ancienne vice-Première ministre, Belinda Balluku¹², a mis au jour ce que beaucoup ont perçu comme une tentative du gouvernement d'entraver la justice et de faire fi des appels des citoyens à protéger le travail de la SPAK¹³, l'agence albanaise de lutte contre la corruption.

Après l'arrestation de l'ancien maire de Tirana¹⁴, de l'ancienne présidente¹⁵ et d'autres personnalités politiques de haut rang, les institutions albanaises chargées de faire respecter l'État de droit avaient commencé à mettre en œuvre le programme de réforme anti-corruption, notamment en demandant des comptes à des hauts fonctionnaires.

L'affaire Balluku a toutefois marqué un revirement brutal de cette dynamique. Malgré les graves accusations portées par la SPAK concernant la manipulation présumée des procédures de marchés publics pour des projets d'infrastructures majeurs d'une valeur de plus de 200 millions d'euros, Rama a soutenu sa collaboratrice. Il a critiqué la SPAK¹⁶, a reporté sa destitution à février 2026 (alors même que les premières accusations de corruption avaient été formulées en octobre 2025) et, en mars, son Parti socialiste a voté contre¹⁷ au Parlement, bloquant ainsi la demande de la SPAK visant à lever l'immunité parlementaire de Balluku. Cela a marqué un revers important pour les réformes de l'État de droit et de la justice en Albanie, qui, depuis 2016, avaient fait naître l'espoir que le pays était enfin prêt à s'attaquer à la corruption endémique qui a longtemps entravé son intégration à l'UE.

On s'inquiète également de plus en plus du fait que Rama conclut des accords avec des gouvernements étrangers et des partenaires privés concernant des terrains publics et des infrastructures critiques par le biais de processus opaques. Cela est particulièrement visible dans les projets de développement touristique, mais aussi dans les infrastructures stratégiques, comme l'accord avec l'Eagle Hills¹⁸, liée aux Émirats arabes unis, pour le réaménagement du port de Durrës et de ses environs en un complexe touristique et port de plaisance moderne, ou l'accord avec l'Italie pour accueillir des centres d'accueil de migrants¹⁹ en Albanie, qui a soulevé de graves préoccupations en matière de droits de l'homme. L'accord conclu avec Jared Kushner, gendre de Donald Trump, suit le même modèle de gestion du programme de modernisation du pays : des décisions prises au plus haut niveau exécutif, avec des procédures politiques et un contrôle public limités. De plus, les projets d'investissement étrangers de luxe ont contribué à accroître la frustration liée à l'accessibilité au logement. Les prix de l'immobilier ont fortement augmenté²⁰ ces dernières années, tant dans la capitale que dans les zones côtières, rendant le logement inabordable pour les citoyens ordinaires.

Ces développements interviennent à un moment où l'UE a manifesté son soutien le plus fort au processus d'adhésion de l'Albanie depuis que le pays a déposé sa candidature en 2009. En l'espace d'un an seulement, entre 2024 et 2025, l'Albanie a ouvert l'ensemble des 33 chapitres de négociation²¹. Elle a également reçu récemment le rapport d'évaluation des critères de référence intermédiaires pour le volet « Fondamentaux »²², ce qui lui permet de progresser vers la définition des critères de référence finaux pour les négociations. Pourtant, malgré ces progrès, l'UE et ses États membres suivent avec inquiétude l'évolution de la situation en matière d'État de droit et de réforme de la justice. Si le recul démocratique persiste, cela pourrait ralentir considérablement, voire bloquer, la dynamique d'adhésion de l'Albanie.

Il reste à voir comment ces manifestations vont évoluer. Au-delà de la question de savoir si elles peuvent générer une dynamique suffisante pour faire évoluer les comportements politiques, ce mouvement social spontané devrait d'ores et déjà être considéré comme un soutien aux valeurs européennes face à la montée de l'autocratie dans la région.

C'est un nouveau signal en provenance des Balkans occidentaux qui montre que les sociétés sont de plus en plus lassées de la gouvernance autocratique, et que la modernisation et le développement ne peuvent se faire au détriment du patrimoine naturel ou culturel, de la souveraineté, de l'État de droit ou de la responsabilité des gouvernements. L'Albanie reste l'un des pays les plus pro-européens de la région, fortement alignée sur les principes de l'UE et officiellement engagée sur la voie de l'intégration européenne. Mais sa fragile démocratie présente des failles visibles auxquelles l'Union devrait prêter davantage attention.

Il faut reconnaître à Edi Rama le mérite d'avoir soutenu les réformes de l'UE, développé des partenariats internationaux, modernisé certaines infrastructures du pays et promu une image plus positive de l'Albanie à l'étranger. Il fait souvent la une des journaux, que ce soit pour ses messages publics provocateurs et sans filtre adressés aux Européens, ou pour ses idées avant-gardistes telles que la mise en place du premier ministre virtuel généré par l'IA pour superviser les processus de marchés publics. Pourtant, cette dernière initiative relevait surtout des relations publiques, ce qui a permis d'esquiver la question politique plus épineuse de savoir qui contrôle les appels d'offres, la surveillance et la responsabilité dans le pays.

L'avenir de l'Albanie ne peut pas être un « one-man show ». Le succès de la trajectoire démocratique et européenne de l'Albanie dépendra de la capacité du gouvernement à répondre aux préoccupations des citoyens, à protéger leurs intérêts et à faire de l'Albanie un pays où la population se sent en sécurité, entrevoit un avenir pour elle-même et n'est plus contrainte de partir à la recherche d'opportunités à l'étranger. Les citoyens souhaitent également pouvoir s'offrir un logement, que ce soit dans la capitale ou en bord de mer.

Le mouvement Flamingo reflète un besoin désespéré d'air frais et d'un nouveau contrat politique. Mais pour que cela se produise, Rama et Berisha doivent tous deux ouvrir la voie à une concurrence politique loyale et permettre l'émergence d'une nouvelle classe politique.

NOTES :

- ¹ Voir Mian, M. (24 juin 2025). Vendue à la famille Trump : l'une des dernières îles vierges de la Méditerranée. The Guardian.
- ² Voir Goga, F., & Sito-Sucic, D. (16 janvier 2025). L'Albanie approuve un projet de complexe hôtelier de luxe lié à la société de Jared Kushner. Reuters.
- ³ Voir Albanian Times. (16 janvier 2025). La société de Jared Kushner obtient le statut d'investisseur stratégique pour un complexe hôtelier insulaire de 1,4 milliard de dollars en Albanie.
- ⁴ Voir Reuters. (2026). Manifestation devant l'ambassade d'Albanie contre le complexe touristique Trump-Kushner. Reuters Connect.
- ⁵ Voir Agence nationale du tourisme. (s.d.). Parc national marin de Karaburun-Sazan. Site officiel du tourisme.
- ⁶ Voir Freedom House. (2025). Albanie : rapport national « Freedom in the World 2025 ».
- ⁷ Voir INSTAT. (n.d.). La population d'Albanie.
- ⁸ Voir Freedom House. (2024). Albania: rapport national Nations in Transit 2024.
- ⁹ Voir Commission européenne. (2025). Rapport sur l'Albanie 2025.
- ¹⁰ Voir The Guardian. (4 juin 2026). Les manifestations s'intensifient en Albanie contre le complexe hôtelier de luxe soutenu par Jared Kushner.
- ¹¹ Voir The Architect's Newspaper. (19 mai 2020). Des manifestations éclatent suite à la démolition d'un théâtre historique et à l'implication de BIG.
- ¹² Voir Reuters. (26 février 2026). Le Premier ministre albanais limoge un adjoint alors que l'enquête pour corruption s'intensifie.
- ¹³ Voir Xhaferrri, D. (4 juin 2026). L'affaire Balluku provoque une onde de choc à travers l'Albanie. Transitions.
- ¹⁴ Voir OCCRP. (10 février 2025). Le maire de Tirana arrêté dans un scandale de corruption et de fraude d'un million d'euros.
- ¹⁵ Voir Associated Press. (1er avril 2025). L'ancien président albanais Ilir Meta inculpé pour corruption et blanchiment d'argent.
- ¹⁶ Voir Albanian Daily News. (16 février 2026). Le Premier ministre Edi Rama critique le système judiciaire albanais au sujet de la demande de la SPAK.
- ¹⁷ Voir European Western Balkans. (12 mars 2026). Le Parlement albanais bloque l'arrestation de l'ancien vice-Premier ministre mis en examen.
- ¹⁸ Voir Arnegie Endowment for International Peace. (Décembre 2025). Règles ou accords ? Le défi de l'UE dans la régulation des capitaux corrosifs dans les Balkans occidentaux.
- ¹⁹ Voir Systèmes de politique migratoire et d'asile. (s.d.). Externaliser la migration, mettre en péril les droits : le protocole migratoire Italie-Albanie dans la stratégie d'externalisation de l'UE. MED-MA.
- ²⁰ Voir Hashtag.al. (24 septembre 2025). BSH : L'indice des prix de l'immobilier a augmenté de près de 42 % au cours du premier semestre.
- ²¹ Voir Commission européenne. (s.d.). Albanie. Direction générale de l'élargissement et du voisinage oriental.
- ²² Voir Conseil de l'Union européenne. (26 mai 2026). Élargissement : l'Albanie satisfait aux critères intermédiaires pour le volet « éléments fondamentaux ».